

Maduro considère comme des crimes contre l'humanité les mesures contre le Venezuela

Image not found or type unknown



Nations Unies, 24 sept (RHC) Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, a qualifié aujourd'hui de crimes contre l'humanité les mesures coercitives unilatérales imposées à son pays par les États-Unis et leurs alliés ces dernières années.

Dans une lettre adressée aux délégations présentes à la 77e session de l'Assemblée générale des Nations unies et lue par son ministre des affaires étrangères, Carlos Faría, le président a évoqué la "campagne pernicieuse" mondiale de discrédit et de stigmatisation menée contre la nation sud-américaine.

Maduro a ajouté que ces actes sont dirigés contre le peuple, les institutions républicaines et la "constitution démocratique".

Le chef d'État a fait remarquer que beaucoup ont entendu parler du Venezuela, mais que, paradoxalement, on en sait peu sur sa vérité politique, son identité historique et sa réalité concrète.

Il a déclaré que le but de cette campagne contre Caracas n'est autre que de "créer les conditions objectives" pour étouffer politiquement et économiquement toute tentative de créer des alternatives à un système impérialiste et prédateur tel que le capitalisme dans toutes ses phases historiques.

Un modèle, a-t-il dit, qui "au nom de la liberté est devenu la version moderne de la colonisation".

Il a souligné qu'au cours des deux dernières décennies, 29 élections libres ont eu lieu au Venezuela, qui ont défendu notre modèle social, économique et politique, que notre peuple appelle "socialisme bolivarien", et c'est la raison des multiples agressions, a-t-il dit.

Maduro a déclaré qu'en imposant leur faux récit, "ils nous accusent d'être une dictature et un État en faillite" afin de cacher la vérité au monde.

Détaillant les mesures appliquées contre son pays, le chef de l'État a déclaré que, dans la sphère politique, l'impérialisme "a utilisé la méthode du changement de régime de manière ratée et illégale", ainsi que la promotion d'une tentative d'assassinat et d'invasion.

En outre, a-t-il souligné, ils ont créé des mouvements séditeux contre la Constitution et ont même inventé un "gouvernement parallèle fictif qui frisait le ridicule".

Concernant l'impact économique, il a déclaré que le pays est soumis à 913 sanctions illégales qui empêchent la population de vendre et d'acheter ce qu'il produit et ce dont il a besoin pour le développement et la jouissance de son existence individuelle et collective.

Il a souligné que la guerre économique a causé ces dernières années des pertes de plus de 150 milliards de dollars, qui ont augmenté pendant la période la plus grave de la pandémie, rendant impossible l'achat de fournitures médicales, de médicaments et de vaccins.

Le président vénézuélien a assuré que malgré les sanctions illégales, celles-ci n'ont jamais pu faire plier la volonté du peuple, mais plutôt la renforcer de la même manière que la conscience et la "détermination à être libre".

Même dans les pires circonstances, notre modèle protège et privilégie les êtres humains dans leurs droits sociaux, l'accès au logement, l'éducation, la santé, le travail et la culture, a-t-il fait remarquer. (Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/300221-maduro-considera-comme-des-crimes-contre-lhumanite-les-mesures-contre-le-venezuela>



Radio Habana Cuba